

Budget de la Caisse de Prévoyance

Exercices 1941 et 1942

C.A. 28. 1.42 27 VI

28 janvier 1942

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 28 janvier 1942

QUESTION VI - Budgets de la Caisse de
Prévoyance pour 1941 et 1942.-

P.V. (p.5)

M. LE PRESIDENT rappelle qu'aux termes de l'article 5 du Règlement de la Caisse de Prévoyance, il appartient au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. d'approuver le budget annuel préparé par le Conseil d'Administration de cette Caisse.

En même temps que le budget de 1942, est présenté celui de 1941 qui n'a pu être soumis en temps utile à l'approbation : bien entendu, il ne peut s'agir, en ce qui concerne ce dernier budget, que d'une ratification.

Un point peut particulièrement retenir l'attention : le fait que, à l'heure actuelle, la totalité des ressources est absorbée par les prestations prévues. Il est certain qu'après avoir accumulé, au début, certaines réserves, la Caisse ne sera pas désormais sans avoir à surveiller de très près l'équilibre de sa situation. Ceci, d'ailleurs, ne saurait surprendre, si l'on considère que les allocations servies ont subi le renchérissement général du coût de la vie, alors que les cotisations, calculées sur le seul traitement à l'exclusion des indemnités, n'ont pas été revalorisées.

M. de TARDE précise que le budget de 1942 a été établi en tenant compte des résultats acquis au 1er septembre 1941. Certaines des données sur lesquelles il est basé sont déjà modifiées, du fait notamment des augmentations de prestations acceptées par

les Caisses d'Assurances Sociales dans la Région Parisienne. Le Conseil d'Administration de la Caisse aura donc à réviser ses prévisions.

M. GRIMPRET observe que le fonds de réserve de la Caisse atteint environ 130 M.. S'agissant d'une Caisse de répartition, on peut se demander si ce chiffre n'est pas, dans une certaine mesure, excessif. Il est indiqué, d'autre part, qu'une partie des fonds bloqués sera investie en placements à long terme : ceci est-il normal alors que la Caisse peut être appelée à mobiliser rapidement ses disponibilités ?

M. de TARDE répond que le Conseil d'Administration de la Caisse ne cherche nullement à réaliser des bénéfices pour grossir ses réserves. De fait, celles dont il dispose actuellement sont d'origine fortuite : d'une part, en raison des circonstances, il y a eu, en 1939 et 1940, une certaine désorganisation, d'autre part, par suite des mêmes circonstances, le personnel, pendant un certain temps, est resté mal informé des prestations auxquelles il avait droit et a négligé de faire appel à la Caisse.

Au surplus, le montant actuel du fonds de réserve, qui représente les 3/4 environ du montant du budget annuel, ne paraît pas exagéré. La Caisse doit être en mesure de faire face au déséquilibre momentané que peut faire apparaître un décalage entre l'augmentation de ses dépenses et le relèvement des cotisations. Par ailleurs, on ne peut exclure, présentement, l'éventualité d'un accroissement de la morbidité susceptible d'entraîner, pour la Caisse, un surcroît de charges.

Enfin, une partie seulement de ce fonds de réserve, 40 à 50 M., sera investie en placements à long terme. Les liquidités demeureront donc, en tout état de cause, suffisantes pour permettre de faire face aux aléas qui pourraient se présenter.

M. LE PRESIDENT insiste à nouveau sur le fait que, dans les circonstances actuelles, l'équilibre financier de la Caisse ne peut être assuré d'avance, de façon certaine, pour une longue période. Il semble donc spécialement justifié que celle-ci dispose d'un fonds de réserve de quelque importance.

Sous le bénéfice de ces observations, le Conseil donne son approbation aux budgets qui lui sont soumis.

Sténo (p. 27)

M. LE PRESIDENT - Ces budgets vous sont soumis en vertu de l'article 5 du règlement de la Caisse qui prévoit que le Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance a mandat "de préparer le budget annuel en vue de son approbation par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F."

.....

On vous soumet à la fois le budget de 1941 et celui de 1942. Le premier ne vous est évidemment présenté que pour ratification puisqu'il a déjà été exécuté.

Un seul point me paraît devoir retenir l'attention, c'est le fait que la totalité des ressources est absorbée par les prestations prévues. Si, pendant les débuts de son fonctionnement, la Caisse de Prévoyance a pu constituer une réserve importante d'environ 130 M., par contre, à l'heure actuelle, elle rencontre une certaine difficulté à équilibrer son budget: ce qui ne saurait surprendre, étant donné que ses ressources basées sur le traitement proprement dit, abstraction faite des diverses indemnités qui s'y ajoutent, n'ont pas été revalorisées, alors qu'au contraire, le montant des diverses prestations servies suit l'augmentation du coût de la vie. Il est probable qu'il sera nécessaire de procéder à un certain aménagement des cotisations.

M. de TARDE - Ce budget a été établi en tenant compte des résultats acquis au 1er septembre 1941. A l'heure actuelle, ces données sont déjà modifiées du fait, notamment, de l'augmentation des tarifs médicaux adoptée par les Caisses d'Assurances Sociales de la Région Parisienne.

Nous avons été obligés de réviser ce budget. Il résulte de cette révision que l'augmentation des cotisations que nous envisageons couvrira et dépassera même légèrement l'augmentation des prestations.

Nous vous demandons donc d'approuver ce budget sous réserve des modifications que nous serons obligés d'y apporter par la suite. Le budget de la Caisse de Prévoyance doit, en effet, comme celui de la S.N.C.F., faire l'objet d'une révision trimestrielle pour l'adapter à l'évolution des circonstances.

.....

M. CRIMPRET - La réserve de 130 M. n'est-elle pas excessive ?

M. de TARDE - Je ne le crois pas, cette réserve n'atteint environ que les 3/4 de notre budget annuel, et alors que nous aurons à faire face immédiatement à l'augmentation du montant des prestations, il s'écoulera toujours un certain temps avant que l'augmentation des cotisations soit mise en vigueur ; d'autre part, il faut également prévoir l'éventualité d'épidémies frappant l'ensemble du personnel qui entraîneraient des conséquences extrêmement sérieuses pour la Caisse. Dans ces conditions, je ne crois pas que le montant de la réserve soit exagéré.

M. CRIMPRET - Est-il normal que la Caisse de Prévoyance investisse des fonds aussi importants en placements à long terme ?

M. de TARDE - Nous n'avons pas l'intention de gérer la Caisse en vue de réaliser des bénéfices que nous mettrions en réserve. Au surplus, d'accord avec les Services Financiers de la S.N.C.F., nous^{n'}avons investi en placements sinon à long terme du moins non mobilisables immédiatement qu'une cinquantaine de millions sur les 130 M. de cette réserve ; les liquidités demeureront donc, en tout état de cause, suffisantes pour couvrir les aléas qui pourraient se présenter.

La seule question qui se pose en ce moment-ci est de savoir si les réserves dont la Caisse dispose par suite de circonstances exceptionnelles sont ou non exagérées. Pour ma part, je ne le crois pas.

M. CHIFFRELL - Ces réserves proviennent en grande partie du retard apporté au fonctionnement de la caisse.

M. de LARDE - Non. Elles sont dues à deux causes :

d'abord, pendant les années 1938 et 1940, il y a eu une certaine désorganisation, ensuite, probablement par suite des circonstances, le personnel n'était pas informé de tous les avantages que lui donnait la caisse de prévoyance et il n'a pas cherché à en profiter.

M. LE PRÉSIDENT - A l'heure actuelle, la caisse de

prévoyance équilibre juste ses recettes et ses dépenses. Je

ne crois pas que ce soit le moment de s'inquiéter des réserves. Elles ne s'épuiseraient que trop facilement. En outre, cet équilibre est assez précaire parce que rien ne prouve que les prestations ne vont pas s'accroître au cours de l'année et j'ai

même lieu de penser que leur montant augmentera plus vite que

celui des recettes.

M. de LARDE - C'est également mon avis.

M. LE PRÉSIDENT - Il faut tenir compte également de

ce que la situation sanitaire du personnel n'est pas excellente ; par suite, on peut craindre une augmentation de la mortalité et

de la morbidité. Il n'est donc pas mauvais que, pendant cette

période où le montant des dépenses de la caisse peut augmenter

sérieusement, celle-ci dispose de réserves suffisantes. Je

comprendrais que nous fassions un redressement et nous constat-

ions qu'elle continue à accumuler des bénéfices, ce qui n'est

pas son rôle. Mais ce n'est pas le cas, au contraire.

Ces réserves s'élevaient, actuellement, à 130 M. Sans

doute, peut-on les investir partiellement en titres à long terme,

mais il est nécessaire que la plus grande partie reste liquide.

M. de TANDE - C'est tout à fait notre point de vue. Nous avons décidé, en effet, d'en placer seulement une partie en titres de la S.N.C.F.

J'ajoute, d'ailleurs, qu'aux risques que vous avez indiqués, c'est-à-dire l'augmentation du nombre des prestations, s'ajoute le risque très grave de l'augmentation des prix unitaires de ces prestations. Il faut reconnaître que les prix actuels sont extrêmement bas, et je suis inquiet, car l'institution de l'ordre des médecins va probablement entraîner une augmentation des tarifs médicaux susceptibles de modifier profondément l'équilibre de la Caisse.

Le Conseil approuve les budgets.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 28 janvier 1942

VI- Budgets de la Caisse de Prévoyance pour
1941 et 1942.

P. D.

chiffre de prévision

Bes. non représenté par religieux par le conseil et par +

de Tude

de la

de la

de la

voir de la de la de la de la?

CONSEIL D'ADMINISTRATION

du 28 JAN 1942

PA-CP-L

(Question N° VI)

Paris, le 24 Janvier 1942.

Société Nationale
des
Chemins de fer français

Le Directeur Général.

RAPPORT au CONSEIL d'ADMINISTRATION.

Budgets de la Caisse de Prévoyance pour les exercices
1941 et 1942.

Les dispositions du Règlement de la Caisse de Prévoyance prévoient qu'il appartient au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. d'approuver le budget de la Caisse de Prévoyance préparé par le Conseil d'Administration de celle-ci.

- 2 -
Le budget de l'exercice 1941 n'ayant pas pu être soumis en temps à l'approbation du Conseil, est présenté en même temps que le projet de budget de l'exercice 1942, établi en tenant compte des résultats acquis au 1^{er} Septembre 1941.

Les recettes ont été établies sur la base des cotisations actuellement perçues et, en l'absence de modification des tarifs autorisés par le Ministère de la Santé Publique et par l'Ordre des Médecins, les seules augmentations de dépenses prévues concernent les frais de séjour dans les établissements hospitaliers et de cure ainsi que le coût des spécialités pharmaceutiques.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

BUDGET DE L'EXERCICE 1941										JUSTIFICATION DES DIFFERENCES ENTRE LE BUDGET DE 1941 ET LES RESULTATS DE 1940	
EVALUATIONS FAITES LE 1 ^{er} JANVIER 1941			REVISION D'APRES LES RESULTATS AU 1 ^{er} SEPTEMBRE 1941			RESULTATS DE L'EXERCICE 1940					
A - RECETTES :											
1) Cotisations (1)	des affiliés	80 ^M 5			80 ^M 9			57 ^M 4	La cotisation moyenne qui était de 10 ^f 50 par mois et par affilié est passée à 17 ^f à partir du 1 ^{er} Août 1940. Par ailleurs, le nombre d'affiliés a été augmenté de 28.000 unités à la même date. Quant à la cotisation S.N.C.F., qui était égale à celle des agents avant le 1 ^{er} Août 1940, elle a été portée à partir de cette date aux 13/12 ^e .		
	de la S.N.C.F. (13/12 ^e de la cotisation des affiliés)	87,2			87,6			60,2			
2) Revenu des placements de fonds		3,3			3,5			1,7			
TOTAL		171,-			172,-			119,3			
B - DEPENSES :											
1) Prestations :									Le nombre des bénéficiaires "ayants droit" est passé de 730.000 à 883.000. Indépendamment de cette augmentation, la publicité faite autour de la Caisse de Prévoyance et, par suite, la connaissance de plus en plus grande qu'ont les affiliés de leurs droits, expliquent l'extension importante de ce paragraphe. Avec les agents eux-mêmes à qui les médicaments et spécialités sont fournis gratuitement, le nombre des bénéficiaires a presque doublé. De plus, pour les ayants droit, en augmentation comme il est dit au paragraphe précédent, le remboursement de la Caisse est de 80 % contre 80,80, 40 et 10 % suivant les produits, avant le 1 ^{er} Août 1940. Le nombre des bénéficiaires a presque doublé. En outre, pour les agents eux-mêmes, la participation de la Caisse est égale à 100 % du tarif contre 80 % aux ayants droit. L'augmentation du nombre des bénéficiaires ayants droit, d'une part, et la diffusion des avantages de la Caisse, d'autre part, expliquent l'augmentation. Pour les mêmes raisons qu'aux paragraphes précédents et aussi parce que la Caisse prend en charge la totalité des frais en hôpital public et en clinique pour les agents et également la totalité des frais en hôpital public et les trois quarts de ces frais en clinique pour les ayants droit, alors que ces frais ont augmenté et qu'avant le 1 ^{er} Août 1940 la participation de la Caisse représentait à peine la moitié des dépenses - ayants droit seulement - ce paragraphe a subi une majoration considérable. L'augmentation du nombre des bénéficiaires - agents et ayants droit -, de la durée de prise en charge - 9 mois au lieu de 6 -, du montant de la participation de la Caisse - surtout dans les sanatoriums -, du prix de journée enfin, justifient cet écart. Peu de changement, les malades ayant tendance à se faire opérer désormais à l'hôpital ou à la clinique en raison de la grosse différence dans le taux de participation de la Caisse. L'accroissement des dépenses provient aussi bien de l'augmentation du nombre des bénéficiaires - agents et ayants droit - que du fait de la prise en charge par la Caisse de la totalité des frais contre 80 % avant le 1 ^{er} Août 1940. Pour les ayants droit, le taux de participation de la Caisse a peu varié. Mais depuis le 1 ^{er} Août 1940, celle-ci sert également les allocations de cure aux agents eux-mêmes. Ces allocations ne sont accordées que depuis le 1 ^{er} Août 1940. Au début de la mise en vigueur du nouveau régime, les demandes ont été peu nombreuses ce qui explique que la différence entre 1940 et 1941 n'est pas exactement proportionnelle à la durée d'application. Du fait de l'accroissement des demandes de remboursement dont la moyenne quotidienne est passée de moins de 2.000 en 1940 à 2.700 en Août 1941, l'effectif de la Caisse a été porté de 180 à 205 agents et auxiliaires.		
a) Consultations et visites, actes de pratique médicale courante, déplacements des praticiens	-M	11 ^M 5	11 ^M 5	-M	14 ^M 5	14 ^M 5	-M	7 ^M 7		7 ^M 7	
b) Médicaments, analyses et recherches biologiques	18,-	22,-	40,-	21,3	21,2	42,5	2,-	9,9		11,9	
c) Soins et prothèse dentaires	3,-	5,-	8,-	4,4	4,6	9,-	0,5	2,4		2,9	
d) Auxiliaires médicaux	-	0,5	0,5	-	0,5	0,5	-	0,2		0,2	
e) Frais de séjour et honoraires dans les hôpitaux et cliniques	10,-	16,-	26,-	13,6	16,4	30,-	0,6	5,2		5,8	
f) Frais de séjour en asiles, maisons de santé, sanatoriums et préventoriats	10,-	9,-	19,-	7,8	4,7	(2) 12,5	0,5	1,6		2,1	
g) Opérations chirurgicales au domicile du malade ou au cabinet du praticien	0,5	1,5	2,-	0,2	2,3	2,5	-	2,3		2,3	
h) Prothèse, orthopédie, optique	1,8	3,2	5,-	0,9	1,6	2,5	0,1	0,8		0,9	
i) Cures de convalescence, thermales et balnéaires	4,-	6,-	10,-	0,3	0,2	0,5	-	0,2		0,2	
j) Maternité (consultations prénatales et postnatales, allocations d'accouchement au domicile ou prise en charge des frais à l'hôpital et en maternité agréée, primes d'allaitement et bons de lait)	7,7	14,3	22,-	1,7	18,3	(3) 20,-	0,2	1,6		1,8	
k) Allocations de naissance	2,-	8,-	10,-	0,5	9,5	10,-	0,1	2,2		2,3	
l) Allocations de décès	6,-	4,-	10	5,2	2,3	7,5	1,4	0,6		2,-	
		63,-	101,-	164,-	55,9	96,1	152,-	5,4		34,7	40,1
2) Amortissement des dépenses d'établissement			0,3			0,3				0,3	
3) Frais de gestion			6,7			6,7				5,3	
4) Excédent			-			13,-				-	
TOTAL			171,-			172,-				45,7	

(1) Au 1^{er} janvier 1941, le nombre d'agents du cadre permanent était de 394.585. Il est tombé à 389.169 au 1^{er} Août 1941. La cotisation moyenne qui était de 16 frs 99 par mois soit 204 frs par an au 1^{er} janvier 1941 est passée à 17 frs 32 par mois soit 207 frs 80 par an au 1^{er} Août 1941.

(2) Dans ce chiffre est comprise une dépense de 1 million dans l'éventualité d'une prolongation de la durée des prises en charge pour séjour en préventoriats et en sanatoriums suivant proposition faisant l'objet de la question n° 7.

(3) Depuis le 1^{er} juin 1941, la Caisse verse les primes d'allaitement et les bons de lait aux femmes d'agents ; de plus, ces primes et bons sont majorés à partir du 2^{ème} enfant. Le supplément de dépenses qui en résulte est de l'ordre de 1 M.5 par mois soit 10 M.5 pour sept mois d'application en 1941 : ce chiffre de 10 M.5 est compris dans la prévision de 20 M.

S.N.C.F.

CAISSE DE PRÉVOYANCE

BUDGET DE L'EXERCICE 1942

et

COMPARAISON AVEC LE BUDGET

DE L'EXERCICE 1941

A - RECETTES :

- 1) Cotisations { des affiliés
de la S.N.C.F. (13/12^e de la cotisation des affiliés)
- 2) Revenu des placements de fonds

TOTAL

BUDGET
DE L'EXERCICE 1942
EVALUATIONS FAITES LE
1^{er} DECEMBRE 1941BUDGET
DE L'EXERCICE 1941
D'APRES LES RESULTATS
AU 1^{er} SEPTEMBRE 1941

JUSTIFICATION DES DIFFERENCES ENTRE LES BUDGETS DE 1942 ET DE 1941

B - DEPENSES :

- 1) Prestations :
- a) Consultations et visites, actes de pratique médicale courante, déplacements des praticiens
- b) Médicaments, analyses et recherches biologiques
- c) Soins et prothèse dentaires
- d) Auxiliaires médicaux
- e) Frais de séjour et honoraires dans les hôpitaux et cliniques
- f) Frais de séjour en asiles, maisons de santé, sanatoriums et préventorium
- g) Opérations chirurgicales au domicile du malade ou au cabinet du praticien
- h) Prothèse, orthopédie, optique
- i) Cures de convalescence, thermales et balnéaires
- j) Maternité (consultations prénatales et postnatales, allocations d'accouchement au domicile ou prise en charge des frais à l'hôpital et en maternité agréée, primes d'allaitement et bons de lait)
- k) Allocations de naissance
- l) Allocations de décès
- 2) Amortissement des dépenses d'établissement
- 3) Frais de gestion
- 4) Excédent

TOTAL

Agents	Ayants droit	Total	Agents	Ayants droit	Total
- M	14 ^M ,5	14 ^M ,5	- M	14 ^M ,5	14 ^M ,5
22,6	28,4	45,-	21,3	21,2	42,5
4,4	4,6	9,-	4,4	4,6	9,-
-	0,5	0,5	-	0,5	0,5
14,2	17,3	31,5	13,6	16,4	30,-
10,4	6,1	16,5	7,8	4,7	12,5
0,2	2,3	2,5	0,2	2,3	2,5
1,1	1,9	3,-	0,9	1,6	2,5
0,3	0,2	0,5	0,3	0,2	0,5
1,8	20,2	22,-	1,7	18,3	20,-
0,5	9,5	10,-	0,5	9,5	10,-
5,2	2,3	7,5	5,2	2,3	7,5
60,7	101,8	162,5	55,9	96,1	152,-
		0,3			0,3
		7,7			6,7
		1,5			13,-
		172,-			172,-

L'effectif moyen 1942 du cadre permanent est évalué à 386.700 agents contre 389.169 au 1^{er} Août 1941. La cotisation moyenne des affiliés sera de l'ordre de 208 frs par an.

Du fait de l'absorption de la totalité des ressources par les prestations, le volume des fonds bloqués n'est pas susceptible de s'accroître et il a paru prudent de prévoir, d'une part, la diminution des fonds déposés en compte courant et, d'autre part, la réduction du revenu des fonds restant bloqués, du fait de la politique actuelle de réduction du loyer de l'argent. Par contre, la consolidation, en placements à long terme, d'une partie des fonds actuellement bloqués à court terme est susceptible d'accroître sensiblement le revenu des placements de fonds en 1942 malgré les considérations qui précèdent.

Sans modification, le taux des prestations de l'espèce ne paraissant devoir subir aucun changement.

Majoration de 5% environ pour tenir compte de la hausse de certains produits pharmaceutiques.

Sans modification, pour les mêmes raisons que celles exposées en a).

Majoration de 5% pour tenir compte de l'augmentation possible des prix de journée, les honoraires médicaux et chirurgicaux étant supposés maintenus à leur taux actuel.

Majoration de 10% pour tenir compte de l'augmentation possible des prix de journée et augmentation de 3 M. consécutive à l'allongement de la durée des prises en charge.

Majoration justifiée par l'augmentation de certains appareils.

Sans modification pour les mêmes raisons que celles exposées en a).

L'évaluation des charges nouvelles pour les primes d'allaitement et bons de lait a été ramenée de 18 M. par an à 12 M. d'après les premiers résultats constatés à fin Septembre 1941. Ces 12 M. s'ajoutent au chiffre de 10 M. environ pour les autres prestations de maternité, sans changement par rapport à 1941.

Sans modification pour les mêmes raisons que celles exposées en a).

Sans changement.

Majoration de 1.000.000^f pour tenir compte des augmentations de salaire appliquées en juin et novembre 1941.

La totalité des ressources étant absorbée par les prestations prévues, il ne reste aucune marge.